

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
de la Régie Municipale Multiservices de La Réole au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE LA RMMS DE LA REOLE	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA RMMS DE LA REOLE ET DU SUIVI ANALYTIQUE DES COUTS PAR ACTIVITE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	6
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE LA RMMS DE LA REOLE	7
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	7
1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR	7
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	8
1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE	8
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	9
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR LA RMMS DE LA REOLE EN 2013	9
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1ER SEMESTRE 2015	9
2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	9
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	10
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	10
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1ER JUILLET 2014	10
III. CONCLUSIONS	11

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de

fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de la RMMS de la Réole, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

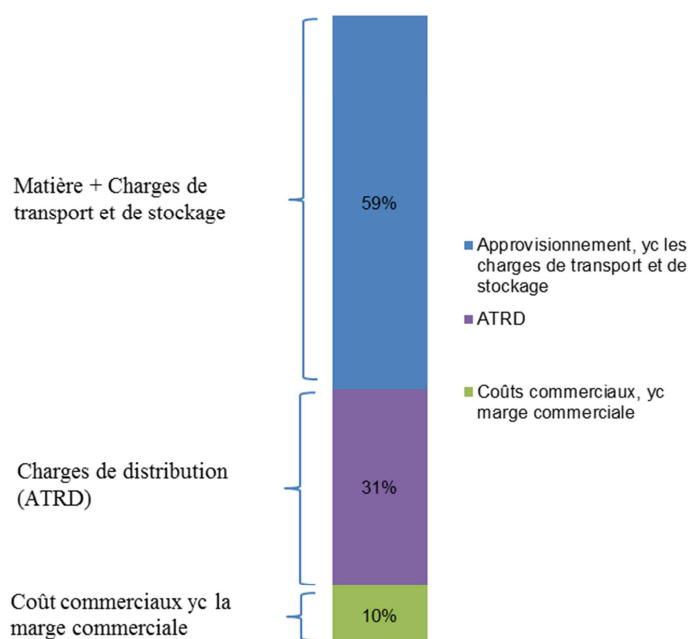
Compte-tenu des difficultés précédemment exposées, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

La CRE a adressé à la RMMS de la Réole, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014. Dans cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

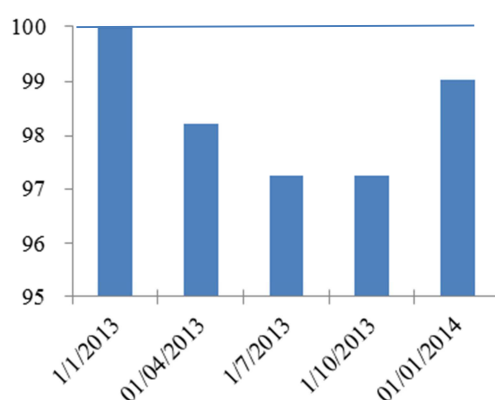
En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans l'élaboration des tarifs réglementés de vente de la RMMS de La Réole, et leurs parts respectives en moyenne dans les tarifs appliqués en 2013 :



La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'achat de gaz (ou « matière ») ;
- les coûts d'infrastructure : coûts d'utilisation des réseaux de transport et de gaz naturel (inclus dans le contrat d'approvisionnement), des réseaux de distribution publique de gaz naturel et des stockages de gaz naturel (inclus dans le contrat d'approvisionnement) ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du tarif en base 100 d'un client type B1¹ ayant une consommation moyenne de 17 MWh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



¹ Clients ayant une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 MWh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts de la RMMS de La Réole

1 Présentation des activités de la RMMS de La Réole et du suivi analytique des coûts par activité

La RMMS de La Réole est une régie à simple autonomie financière et à personnalité morale depuis le 01/01/2007 (décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public codifiées selon les articles R2221-1 à R2221-52 du CGCT).

Avant cette date, elle ne disposait pas de personnalité morale. Elle ne dispose d'aucun actionnariat mais elle dépend en totalité de sa commune de rattachement La Réole. Elle est administrée par un Conseil d'Administration composée de 11 personnes (8 élus et 3 non-élus usagers du service) dont la présidence est à ce jour assurée par le Premier Adjoint au Maire de La Réole, Bernard CASTAGNET.

La RMMS de La Réole couvre l'ensemble du secteur de l'énergie et exerce des activités suivantes :

- La production, la fourniture et la distribution d'électricité
- La fourniture et la distribution de gaz
- La production et la distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées
- Le contrôle des installations d'assainissement non collectif
- La production et la distribution d'énergie calorifique à partir d'une chaufferie centrale au bois énergie avec appoint au gaz naturel
- La gestion de l'éclairage public

La RMMS de La Réole clôture ses comptes au 31 décembre de l'année N. Compte-tenu de ses délais de clôture, la RMMS de La Réole n'est cependant pas en mesure de communiquer à la CRE ses comptes 2013 avant la mi-mai 2014.

L'opérateur ne dispose pas de comptes dissociés mais d'une comptabilité analytique.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés de la RMMS de La Réole s'élève à environ 2,1 M€ en 2013.

A fin 2013, le nombre de clients de la RMMS de La Réole aux tarifs réglementés est de 2 032 pour une consommation de 37 GWh.

Les principaux postes de charges et produits supportés par la RMMS de La Réole sont les suivants :

Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fourniture des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend la production immobilisée, les subventions d'exploitation, les reprises sur provisions ainsi que les autres produits d'exploitation.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés de la RMMS de La Réole.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, le personnel intérimaire, les autres services extérieurs, les honoraires, les primes commerciales, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel.

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de la RMMS de La Réole

En l'absence de comptes dissociés disponibles, la CRE n'est pas en mesure d'appuyer son analyse présentée ci-après sur des données comptables.

1 Coûts d'approvisionnement

La RMMS de La Réole a signé le 22 novembre 2012 un contrat d'approvisionnement, pour la période du 1^{er} novembre 2012 au 1^{er} novembre 2013. Les conditions particulières du contrat prévoient un prix du gaz en fonction :

- D'un terme fixe mensuel selon une capacité journalière
- Des termes de quantités avec une formule indexée sur des indices pétroliers
- Des termes de quantités avec une formule indexée sur un indice marché

A compter du 1^{er} novembre 2013, la RMMS de La Réole a signé un nouveau contrat d'approvisionnement.

1.1 La formule en vigueur

La formule d'évolution tarifaire pour les clients distribués de la RMMS de La Réole a donc été construite sur ce modèle, soit : $m = \Delta \text{PEGN QA}$ (« m » » représentant la variation de la part matière)

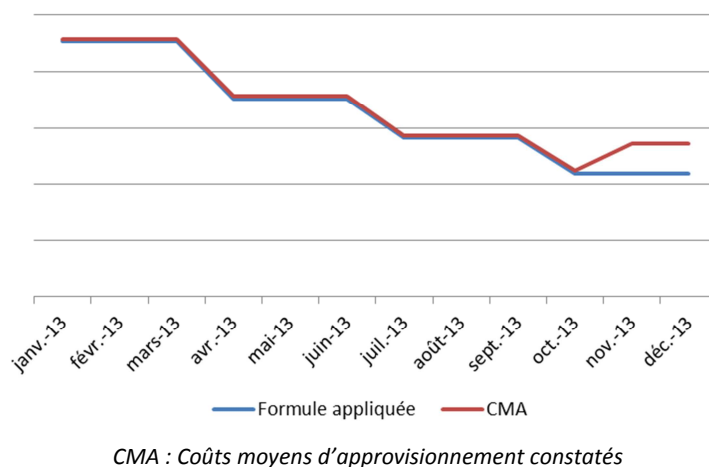
L'indice PEGN correspond à un indice de prix du gaz côté sur une place de marché en France.

Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, elle a émis un avis favorable dans sa délibération du 20 décembre 2013 au projet d'arrêté en ce qui concerne cette formule.

Cette formule applicable au 1^{er} janvier 2014 est en vigueur jusqu'au 30 juin 2014.

1.2 Evolution de la part matière en 2013

Sur 2013, la part matière prise en compte dans les tarifs a évolué tous les trimestres par application de la formule en vigueur :



Ce graphique illustre que l'écart entre les coûts moyens d'approvisionnement et la formule appliquée est faible, limité aux mois de novembre et décembre 2013, et résulte de la modification du contrat d'approvisionnement de la RMMS de La Réole.

1.3 Perspectives d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Dans le cadre de ces travaux, la RMMS de La Réole a indiqué à la CRE avoir renouvelé son contrat d'approvisionnement en gaz naturel pour les saisons 2014 à 2016 (soit du 01/11/2014 au 31/10/2016) avec son fournisseur sur la base d'un prix fixe sur la période du 01/11/2014 au 31/10/2015.

En outre, elle a transformé dans le courant du mois d'avril 2014 sa formule PEGN Q du contrat avec son fournisseur en prix fixe sur la période du 01/07/2014 au 31/10/2013.

La CRE relève qu'une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 apparaît par conséquent nécessaire sur la base des informations disponibles.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par la RMMS de La Réole en 2013

Les coûts hors approvisionnement supportés par la RMMS de La Réole en 2013 ont été marqués notamment par :

- la part fixe facturée à la RMMS de La Réole dans le cadre de son contrat d'approvisionnement a augmenté au 1^{er} avril 2013. Cette hausse prend notamment en compte l'évolution du tarif d'utilisation du réseau de transport de TIGF de +8,1% en moyenne².
- l'application de l'évolution du tarif commun d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des ELD ne présentant pas de comptes dissociés³ au 1^{er} juillet 2013 qui a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de la RMMS de La Réole.

L'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de la RMMS de la Réole a néanmoins pris en compte l'ensemble des évolutions citées précédemment.

La RMMS de La Réole a fourni le détail de ces coûts commerciaux pour l'exercice 2013. Toutefois, en l'absence de comptabilité dissociée, la CRE n'est pas en mesure de se prononcer sur la couverture de la totalité des coûts supportés par la RMMS de la Réole par les ventes aux clients aux tarifs réglementés sur l'exercice 2013.

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz de la RMMS de La Réole :

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 26 décembre 2013 prévoit que : « *sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour la RMMS de La Réole, d'une facturation par le fournisseur du combustible* »

La RMMS de la Réole a établi ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes:

- une augmentation des coûts de transport en application de la délibération du tarif d'utilisation du réseau de transport au 1^{er} avril 2014. Ces charges sont comprises dans le contrat d'approvisionnement.
- une augmentation des coûts de modulation stockage en application de l'arrêté du 11 mars 2014. Ces charges sont comprises dans le contrat d'approvisionnement.

² Délibération de la CRE du 13 décembre 2012

³ Délibération de la CRE du 25 avril 2013

- une baisse des coûts du GRD de la RMMS de la Réole au 1^{er} juillet 2014 qui induit une diminution de -1,0%⁴.

L'évolution des coûts d'infrastructure de la RMMS de la Réole doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 26 décembre 2013 prévoit que les coûts commerciaux : *«se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles »*.

La RMMS de la Réole indique retenir une hypothèse d'augmentation de ses coûts commerciaux par rapport aux coûts commerciaux constatés en 2013.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de la RMMS de la Réole relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne sont pas réalistes.

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

La RMMS de la Réole prévoit une stabilité du nombre de ses clients ainsi que de la consommation associée pour l'exercice 2014.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de la RMMS de la Réole relatives à l'évolution de ses volumes de vente ne sont pas réalistes.

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1er juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de la RMMS de la Réole au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

⁴ Délibération de la CRE du 15 mai 2014

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE n'est pas en mesure de conclure sur la couverture des coûts par les tarifs réglementés de vente de gaz sur l'exercice 2013, en l'absence de comptabilité dissociée disponible.

La CRE relève toutefois que l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de la RMMS de la Réole est motivé par la prise en compte des évolutions de ses coûts en 2013, notamment concernant les évolutions des coûts d'utilisation des infrastructures.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE a relevé des éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 du fait de la transformation en prix fixe de la formule ayant comme date effective le 1^{er} juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de la RMMS de la Réole, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts.